



COMMUNIQUE DES UNIONS REGIONALES IDF CGT et FO

Depuis les attentats du 13 novembre dernier, la France vit sous des contraintes exceptionnelles liées à l'état d'urgence.

Depuis plusieurs semaines son application a révélé un usage sans limites, hors contrôle judiciaire, par les forces de police, de leurs nouveaux pouvoirs : interdiction de manifestation, répressions de manifestants pacifiques, perquisitions violentes à l'encontre de familles innocentes, utilisation de l'état d'urgence pour intimider, réprimer ou empêcher des revendications sociales...

Les Unions Régionales CGT et FO dénoncent ces atteintes aux libertés, refusent tout prolongement de cet état d'exception et exigent sa levée immédiate. De la même façon, nous refusons la constitutionnalisation d'un état d'urgence permanent. Nous réaffirmons que dans cette période douloureuse et complexe, la défense des libertés et de l'état de droit est une nécessité pour faire face ensemble au terrorisme et aux conséquences de toutes les guerres. Ces mesures ne doivent être prises que dans un cadre judiciaire lié à la lutte contre le terrorisme et non à l'encontre de mouvements sociaux ou tout simplement de la vie de la population.

Cette période qui englobe les élections régionales nous conduit à dénoncer la poursuite de la mise en œuvre de toutes les contre-réformes : Touraine s'attaquant à l'hôpital et à la sécurité sociale - Macron I et II qui remettent en cause les services publics, le code du travail et les libertés syndicales - le rapport Combrexelle qui cherche à détruire le code du travail et inverser les normes - la loi NOTRe qui s'attaque à l'existence même des collectivités locales – la réforme des collèges rejetée par la quasi-totalité des organisations syndicales enseignantes – la loi Rebsamen qui affaiblit l'expression syndicale et la représentation des salariés.

Les Unions Régionales d'Île-de-France CGT et FO exigent le retrait immédiat de toutes ces mesures qui remettent systématiquement en cause les acquis de 1936 et de 1945 donc du Conseil National de la Résistance, ainsi que l'arrêt immédiat des poursuites et des sanctions contre les militants syndicaux.

Profondément attachés aux valeurs d'émancipation humaines, nous apportons notre soutien aux peuples qui, au quotidien, vivent sous le joug de toutes les dictatures, et en particulier DAECH. Ces peuples doivent pouvoir vivre libre et se débarrasser des oppressions qu'ils subissent. Profondément attachés aux valeurs de paix nous nous opposons à toutes les guerres conduites aujourd'hui dans le monde et à ceux qui les approvisionnent.

Toute mesure prise ne doit avoir qu'un seul objectif, le rétablissement de la paix au moyen orient, le retour dans leurs foyers des populations déplacées afin que tous puissent vivre en paix dans toutes les parties du monde.

Paris, le 23 décembre 2015